

Effets de la recherche

La recherche a permis aux chercheurs d'explorer un domaine nouveau et porteur d'enjeux, au regard des nouvelles menaces sécuritaires.

Les chercheurs juniors ont été formés par les seniors qui ont eux aussi eu l'opportunité de renforcer leurs capacités sur un sujet méconnu en l'occurrence les influences des stratégies de sécurité sur le comportement des FDS et la perception des populations à l'égard de celles-ci.

Quant aux enquêtés, ils ont découvert l'importance des stratégies inclusives de la sécurité et se sont familiarisés avec les concepts de légitimité et de reddition des comptes des FDS.

Très réticentes au début, les FDS ont par la suite accepté de coopérer après avoir compris l'utilité des résultats de cette recherche sur les politiques publiques de sécurité. La recherche a également permis d'explorer les défis liés à la crédibilité et à la légitimité des agents du secteur privé de sécurité.

Interpellés sur différentes questions, les agents du secteur privé de sécurité ont accepté de collaborer avec les enquêteurs tout en soulevant leur marginalisation dans les cadres de concertation et de réflexion sur la sécurité. Ils sont persuadés qu'une approche inclusive de sécurité changerait positivement la perception des populations sur les services privés de sécurité.

Pour en savoir plus :

Chef du Projet : Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE, awakha@partnerswestafrica.org

Coordinateur Principal : Pr Massaer DIALLO

Contributeur : Mme Ndèye Amy NDIAYE

Sites web de référence : www.partnerswestafrica.org - www.crdi.ca/villes

Ce document a été élaboré dans le cadre du programme de recherche " **Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest** ", financé par le **CRDI**.

Adresse : Liberté 6 Extension
Lot 139 - BP : 25 887
Cité des Jeunes Cadres Lébus
Tél. : +(221) 33 867 70 98
Fax : +(221) 33 867 70 97

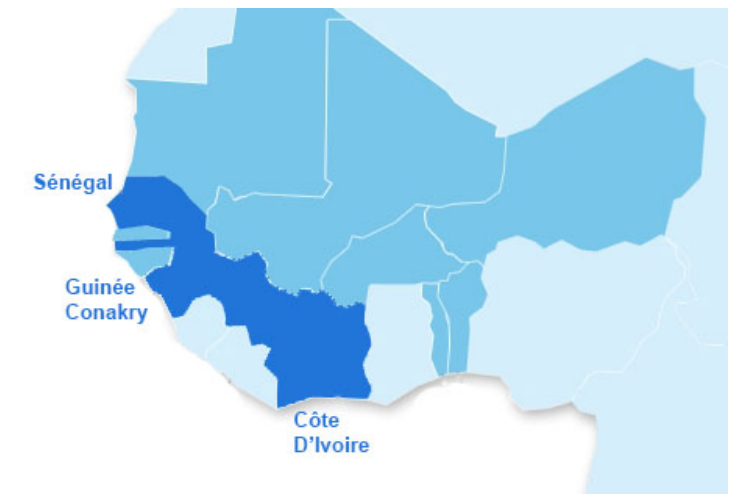


Recherches approfondies et partenariats nécessaires

Des enquêtes qualitatives qui auront pour cibles spécifiques les décideurs politiques, les autorités militaires, les leaders de la société civile et les chercheurs sont nécessaires pour mieux interpréter les résultats de cette recherche.

De nouvelles recherches devraient être menées dans d'autres pays ouest-africains pour mieux comprendre les tendances et proposer des stratégies permettant une meilleure communication entre FDS de la sous-région.

Une recherche plus poussée devrait être menée pour comprendre les raisons qui ont conduit les populations ivoiriennes à soulever fortement la question de la corruption chez les FDS (60.7%).



Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest



Messages-clés

■ L'application des stratégies inclusives de sécurité influence positivement la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des services publics et privés de sécurité.

■ Par contre, les fléaux comme la corruption, la rétention d'information, le manque de confiance et le faible statut socio-professionnel des agents du secteur privé et public de sécurité entâchent leur crédibilité et leur légitimité auprès de la population.

■ La reddition des comptes est devenue une nécessité primordiale et une demande sociale dans les pays ouest-africains; les Forces de Défense et de Sécurité doivent en tenir compte dans leurs actions.

■ L'Etat doit promouvoir l'adoption de règles rendant effectives la parité et la discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes.

■ Les Maires doivent encourager les populations locales à s'impliquer dans la gestion de la sécurité de leur terroir.

Crédibilité, légitimité, reddition des comptes et approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest

Quel est le problème ?

La collaboration entre populations civiles et Forces de Défense et de Sécurité (FDS) doit être fondée sur des rapports de confiance bâtis durablement à travers la mise en œuvre d'approches inclusives de sécurité.

Pour les pouvoirs publics, il est important de comprendre les influences positives des stratégies inclusives de sécurité. L'objectif est de parvenir à l'éclosion d'un environnement où les acteurs du secteur seront perçus comme des agents crédibles, légitimes et transparents.

L'insuffisance des stratégies inclusives de sécurité peut compromettre la reddition des comptes et la crédibilité des FDS. Les populations en seraient alors les premières victimes. En effet, dans un tel contexte, les FDS au lieu de garantir la sécurité des citoyens, peuvent violer les droits primaires de ces derniers qui n'auraient déjà pas accès aux informations concernant leur sécurité.

Or, un espace sans communication ni dialogue peut constituer un terrain fertile pour la violence et la mal gouvernance.

Cette recherche, conduite au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire, a étudié les influences de l'insuffisance des stratégies inclusives de sécurité sur la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des services de sécurité publique et privée.

Qu'avons-nous appris ?

Les FDS sont bien plus conscientes (100% au Sénégal et en Guinée et 95.2% en Côte d'Ivoire) que les populations civiles elles-mêmes, du rôle fondamental de ces dernières dans la gestion de la sécurité. Ce résultat quoique surprenant est encourageant. En effet, les acteurs classiques de la sécurité sont de plus en plus conscients que la collaboration avec la population civile est devenue impérative pour relever l'ensemble des défis liés à la sécurité.

S'agissant des facteurs qui entâchent la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des agents du service public et privé de sécurité, il est important de noter que contrairement aux autres pays où les populations ont cité les cas d'impunité (44% en Côte d'Ivoire et 10.3% en Guinée) et de complicité (33.3% en Côte d'Ivoire et 10.3% en Guinée), au Sénégal, les populations ne les soulèvent pas. En revanche, les conditions précaires dans lesquelles vivent les acteurs de la sécurité préoccupent vivement les populations sénégalaises (62,5%).

Ces différences de perceptions notables entre le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire seraient liées aux trajectoires respectives desdits pays. Le Sénégal a une expérience avérée dans la gestion de la sécurité.

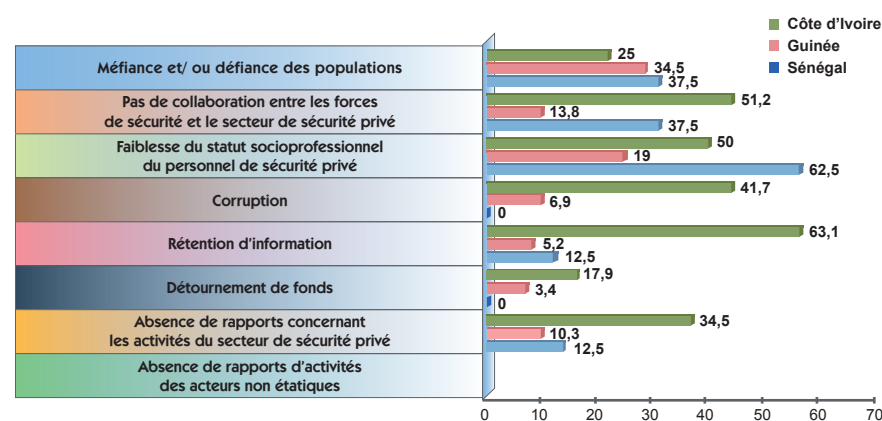
En revanche, la Côte d'Ivoire sort d'une guerre civile et tente de réformer son système de sécurité. La Guinée, quant à elle, a été marquée jusqu'en 2010 par une instabilité politique qui a favorisée des violations massives des Droits de l'Homme. Les FDS en étaient principalement les responsables.

Au Sénégal, l'enquête révèle que les populations civiles qui avaient plusieurs choix de réponses n'ont pas désigné la communication entre forces de sécurité ouest-africaines comme un facteur influençant négativement la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des services de sécurité. Ce qui implique une question fondamentale.

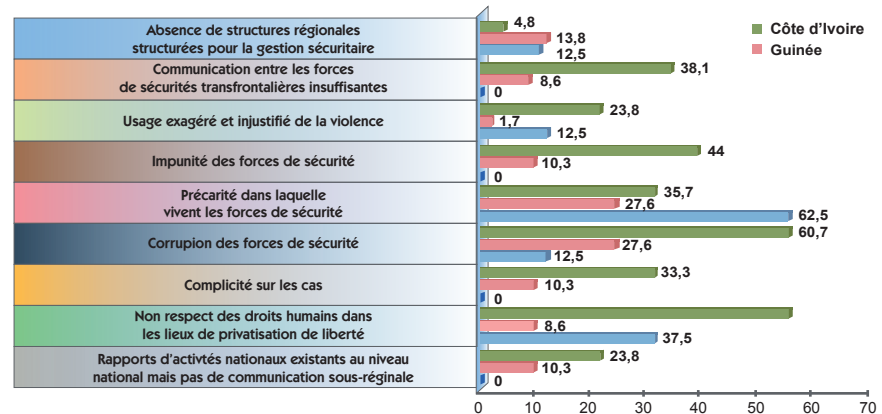
Les populations civiles sénégalaises sont-elles conscientes de l'importance de la communication régionale en matière de sécurité ? Une réponse négative serait regrettable. En effet, l'importance de la communication régionale en matière sécuritaire est démontrée car, il ne peut y avoir une véritable implication des populations ouest-africaines dans la gestion de la sécurité sans une prise en compte des questions de sécurité frontalière.

Dans le secteur privé, « la faiblesse du statut socioprofessionnel du personnel » (62.5% au Sénégal), « la rétention d'information » (63.1% en Côte d'Ivoire) et la « méfiance ou la défiance des populations » (34.5% en Guinée) sont les principales causes par pays qui entâchent la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des services privés de sécurité.

Les influences des stratégies inclusives de sécurité sur la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des agents du secteur privé



Les influences des stratégies inclusives de sécurité sur la crédibilité, la légitimité et la reddition des comptes des FDS



Comment avons - nous procédé ?

La recherche a été menée par une équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs (sénior et juniors), d'enquêteurs, d'un statisticien et de coordonnateurs.

Au regard du caractère novateur de cette recherche, un atelier d'harmonisation et d'orientation de la méthodologie (HOMD) a été organisé pour s'accorder sur les directives de l'étude et le choix des indicateurs.

Des questionnaires ciblés civil et militaire ont permis de collecter des informations auprès de la population civile, des FDS, des agents du secteur privé de la sécurité et des experts de la sécurité.

De même, plusieurs focus group et interviews ont été menés auprès des acteurs, de profils et d'expériences différents (étudiants, leaders communautaires, acteurs de la société civile, chercheurs, FDS et autres citoyens).

Des recherches complémentaires permettant l'exploitation d'ouvrages scientifiques, de textes de lois, de rapports des organisations de la société civile et des institutions internationales a permis d'asseoir la base scientifique de l'étude.

Auparavant, une étude a permis d'explorer une revue globale de la littérature sur la question et d'appréhender l'architecture de la sécurité dans les pays où la recherche a été menée.



Quelles sont les implications sur les politiques publiques et les pratiques ?

Les Etats ouest-africains doivent permettre, dans une certaine mesure, l'accessibilité des informations relatives aux dépenses du secteur public de sécurité.

Les Etats ouest-africains, les leaders communautaires et les acteurs de la société civile devraient mutualiser leur force pour une effectivité des stratégies inclusives de sécurité. Ils doivent mener des actions concertées pour la formation des citoyens sur le civisme, le patriotisme et le rôle des FDS.

Les Etats ouest-africains et les acteurs de la société civile doivent renforcer les capacités des FDS afin qu'elles soient plus ouvertes à collaborer avec les populations civiles en leur rendant compte de leurs actions.

Les Etats ouest-africains doivent promouvoir l'adoption de règles rendant effectives la parité et la discrimination positive.

La CEDEAO doit, à travers l'adoption de règles efficaces et de politiques d'intégration, promouvoir à l'échelle régionale une communication en matière de sécurité.

Les acteurs de la Société civile, en particulier ceux œuvrant dans les questions de sécurité, doivent mener des campagnes de sensibilisation, de formation et de communication pour inciter les députés et les élus locaux à s'impliquer davantage dans la mise en œuvre des stratégies inclusives de sécurité.

Les Ministères du Travail des pays ouest-africains, en collaboration avec les Assemblées Nationales desdits pays, doivent œuvrer à l'adoption de règles permettant de relever le statut socio-professionnel des agents du secteur privé de sécurité.

Les ministères en charge de la bonne gouvernance, les structures publiques de reddition des comptes et la société civile de l'espace de la CEDEAO doivent renforcer les mécanismes permettant de suivre rigoureusement les financements alloués à la sécurité.